

Questions orales

M. MacEachen: Madame le Président, si le député préfère que je n'emploie pas l'expression «pour le moment», fort bien. Je n'ai maintenant ni l'intention ni la résolution de présenter, dans une, deux ou trois semaines, une nouvelle stratégie économique pour le pays, car celle que j'ai énoncée dans le budget du 28 octobre me semble convenir parfaitement au climat économique actuel du Canada. Je n'entends modifier celle-ci que si des facteurs imprévus l'imposent. Le très honorable chef de l'opposition ne devrait pas se livrer à des conjectures parce que j'ai utilisé l'expression «pour le moment» ou le mot «encore».

M. Clark: Madame le Président, si le ministre des Finances nous a enseigné quelque chose c'est que, à part le fait qu'il n'a aucune politique économique, il choisit bien ses mots. C'est la troisième fois en cinq jours qu'il nous dit très précautionneusement «aucune mesure nouvelle, aucun changement pour le moment». Il nous dit maintenant qu'il n'y aura pas de changement à moins qu'il ne se produise quelque chose d'imprévu.

● (1420)

Nous voulons savoir si, dans son exposé budgétaire, le gouvernement a dit son dernier mot. Va-t-il fermer les yeux sur les difficultés croissantes que sa politique économique fait subir aux Canadiens moyens, ou va-t-il changer d'attitude? Va-t-on redécouvrir les principes du Père Coody? Le gouvernement va-t-il essayer d'adoucir le sort des Canadiens? Le gouvernement va-t-il introduire de nouvelles mesures économiques d'ici trois ou quatre mois?

M. MacEachen: Madame le Président, les difficultés actuelles, notamment celles qui sont reliées aux taux d'intérêt au Canada et au taux de change du dollar canadien, n'ont rien à voir avec les mesures budgétaires. Elles s'expliquent par d'autres causes. Le député devrait faire la distinction entre les répercussions des mesures budgétaires et d'autres influences que le Canada doit subir, car nous ne vivons pas en vase clos. Je n'ai pas l'intention de retrancher le Canada de la planète, même si le député suivait cette politique quand il était premier ministre.

* * *

LES FINANCES

LA POLITIQUE MONÉTAIRE—L'INCIDENCE DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE AU CANADA

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, c'est un peu comme si le ministre disait au monde: «Ça ne va plus, je ne joue plus. Il n'a absolument rien fait pour

améliorer notre situation économique. Vendredi, il a nié toute responsabilité en ce qui concerne les taux d'intérêt et rejeté la faute sur les États-Unis, et déclaré qu'en la circonstance, c'était faire un mauvais usage de la politique monétaire.

Étant donné que la Banque du Canada et la Banque fédérale de réserve des États-Unis ont toutes deux mis un frein au flux monétaire et fixé à cet effet, et en raison des dangers d'inflation, des taux d'intérêt élevés, j'aimerais que le ministre nous dise s'il compte toujours, comme il l'a affirmé dans le budget, encourager la Banque du Canada à restreindre la masse monétaire. Reviendrait-il sur cet engagement? A-t-il adressé une directive écrite au gouverneur de la Banque du Canada, M. Bouey, lui ordonnant de ne plus laisser les taux d'intérêt monter? A-t-il adressé une prestation officielle aux États-Unis pour leur reprocher de suivre la même politique monétaire qu'au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député n'a visiblement pas compris ce que j'ai voulu dire vendredi. Personne ne se plaint des efforts des États-Unis pour juguler l'inflation comme pour contrôler la masse monétaire. Ce dont je me suis plaint, c'est des énormes fluctuations des taux d'intérêt ou de l'instabilité, qui font partie intégrante de la politique de la Banque fédérale de réserve depuis le printemps dernier. C'est de cela dont je me plains et dont d'autres pays se plaignent également je crois, parce que ces fluctuations ou cette instabilité des taux d'intérêt à court terme nuit de nombreuses façons à notre pays. Je trouve normal qu'un pays comme le nôtre, lorsque de telles choses se produisent, fasse connaître son opinion.

Le député m'a demandé si j'avais transmis une prestation officielle. Ce n'est peut-être pas ses propres paroles. Le terme prestation est trop fort mais je songe à faire part de mon opinion sur la question aux responsables américains.

M. Crosbie: Madame le Président, sous la férule du ministre des Finances, le Canada vit dans le pire des mondes. Les taux d'intérêt sont exorbitants, le dollar s'écroule et le gouvernement cafouille. Je n'ai vu aucun compte rendu de critique que quelque autre ministre des finances aurait faite contre la politique américaine au sujet de la Federal Reserve.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Les érotomanes politiques à ma gauche veulent coucher avec le gouvernement. C'est plus fort qu'eux. Ils cherchent à interrompre mes questions.

M. Nielsen: Ils ne veulent pas le faire légalement.